

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
Cellule C3  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 28/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **AUDE RECYCLAGE**

Montorgueil, RN113  
11000 CARCASSONNE

Référence : UID11/66-C3-2023-130  
Code AIOT : 0100015403

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2023 dans l'établissement Aude Recyclage implanté Cap de Porc 11150 Bram. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Aude recyclage
- Parcelle n° YA 30, cap de Porc 11150 Bram
- Code AIOT : 0100015403
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une ancienne carrière de sables et graviers dont l'activité a cessé définitivement en octobre 2021.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- signalement d'une activité illicite sur le site



## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Défaut d'autorisation	Code de l'environnement du 07/12/2020, article L.512-7	/	Suspension, Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Exploitation d'une installation illicite de stockage de déchets inertes.

Cette situation est de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

# N° 1 : Défaut d'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/12/2020, article L.512-7
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Stockage de déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. – Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les activités pouvant, à ce titre, relever du régime d'enregistrement concernent les secteurs ou technologies dont les enjeux environnementaux et les risques sont bien connus, lorsque les installations ne sont soumises ni à la directive 2010/75/ UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de son annexe I, ni à une obligation d'évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe I de la directive 85/337/ CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.</p> <p>I bis. – L'enregistrement porte également sur les installations, ouvrages, travaux et activités relevant de l'article L. 214-1 projetés par le pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à l'installation classée ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. Ils sont regardés comme faisant partie de l'installation et ne sont pas soumis aux dispositions des articles L. 214-3 à L. 214-6 et du chapitre unique du titre VIII du livre Ier.</p> <p>[...]</p> <p><b>Constats :</b> Il a été constaté sur les parcelles cadastrées n°AY 28, 29 et 30 l'exploitation sans autorisation d'une installation de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique n°2760-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Cette activité relève du régime de l'enregistrement.</p> <p>Le volume de déchets présents est estimé à 1500 m3 environ, comprenant principalement des déchets inertes, gravats, plâtre, boues de bacs de décantation (laitance) de centrales à béton et quelques plastiques et ferrailles.</p> <p>Une partie des déchets est déversée dans un des bassins résultant de l'ancienne carrière réaménagée, immergeant les déchets dans l'eau.</p> <p>Le site dispose d'une barrière d'accès. Lors de la visite, le cadenas était fermé et la barrière baissée.</p> <p>Contact a été pris ensuite avec M. Jean-Charles Mauri, président de la société AUDE RECYCLAGE, qui a confirmé que le site était utilisé depuis plus d'un an pour stocker des déchets inertes et pour remblayer un bassin en eau. Il a indiqué que les déchets provenaient d'un site de la société AUDE RECYCLAGE implanté à Saint-Martin-de-Villeregran.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Suspension, Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois